

**Assemblée générale**

Distr. générale
18 mars 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Point 111 de l'ordre du jour
Mesures visant à éliminer
le terrorisme international

**Lettre datée du 10 mars 2022, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Ouzbékistan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la Déclaration de Tachkent adoptée par les participants à la conférence internationale consacrée au dixième anniversaire de l'application conjointe de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie centrale, qui s'est tenue les 3 et 4 mars 2022 à Tachkent (voir annexe)*.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 111 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent
(Signé) Bakhtiyor Ibragimov

* Distribuée uniquement dans les langues de l'original.



Annexe à la lettre datée du 10 mars 2022 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ouzbékistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : anglais et russe]

Déclaration de Tachkent

Adoptée le 3 mars 2022 par les participants à la conférence internationale consacrée au dixième anniversaire de l'application conjointe de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie centrale, tenue à Tachkent

Les 3 et 4 mars 2022, à Tachkent, les représentants des pays d'Asie centrale – la République du Kazakhstan, la République kirghize, la République d'Ouzbékistan, la République du Tadjikistan et le Turkménistan – se sont réunis au niveau ministériel à l'initiative du Gouvernement ouzbek, du Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies, du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour participer à la Conférence internationale sur la coopération régionale entre les États d'Asie centrale dans le cadre du Plan d'action conjoint pour l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

Réaffirmant leur appui à la coopération multilatérale sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et de la Charte des Nations Unies, et déclarant leur attachement aux principes et aux objectifs de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2006 dans sa résolution [60/288](#), et aux résolutions ultérieures relatives à l'examen de la Stratégie, notamment la résolution [75/291](#) du 30 juin 2021,

Rappelant la Déclaration de Douchanbé adoptée à l'issue de la Conférence de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et son financement par le trafic de drogues et la criminalité organisée, organisée les 16 et 17 mai 2019 par le Gouvernement tadjik en coopération avec l'ONU, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, ainsi que la Déclaration d'Achgabat issue du dialogue de haut niveau ONU-Asie centrale sur l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie centrale organisé le 13 juin 2017 par le Gouvernement turkmène en coopération avec l'ONU,

Les représentants des pays d'Asie centrale :

1. *Renouvellent* leur ferme condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, car il constitue l'une des plus graves menaces pour la paix et la sécurité internationales, fait obstacle au développement durable et entrave la jouissance des droits humains universels ;
2. *Soulignent* le caractère unique de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en ce qu'elle constitue le premier plan complet d'action et de coordination multilatéral destiné à lutter contre le terrorisme, y compris en éliminant les conditions qui favorisent ce fléau, qui ait été approuvé par l'ensemble des États Membres de l'ONU ;
3. *Affirment* que la lutte contre le terrorisme et la promotion et la protection des droits humains et de l'état de droit ne sont pas des objectifs contradictoires mais complémentaires ;

4. *Soulignent* que le terrorisme ne peut et ne saurait être associé à une religion, à une nationalité ou à un groupe ethnique, et *conviennent* de continuer à tout mettre en œuvre pour promouvoir la tolérance et le dialogue interconfessionnels, interethniques et interculturels et pour prévenir toute discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, le genre ou la religion ;

5. *Demandent* à la communauté internationale, aux gouvernements, à la société civile et au secteur privé de coopérer et de collaborer étroitement aux niveaux national, régional et mondial pour prévenir et combattre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations ;

6. *Mettent en avant* les efforts déployés par leurs pays pour rapatrier, poursuivre en justice, le cas échéant, et réhabiliter et réintégrer leurs nationaux suspectés d'avoir des liens avec des groupes terroristes et bloqués à l'étranger dans des zones de conflit, en tenant compte de leur âge et de leur genre, et *engagent* les autres États Membres à prendre en compte cette expérience pour régler la situation de leurs propres nationaux ;

7. *Soulignent* que les mesures de poursuites, de réadaptation et de réintégration doivent être adaptées en fonction du genre et de l'âge ; *sont conscients* que les femmes et les enfants peuvent avoir joué de nombreux rôles dans les groupes terroristes et notamment avoir appuyé, facilité et commis des actes de terrorisme, et qu'à ce titre, leur position peut également être celle de victimes, ou de victimes et d'auteurs en même temps ; *notent* que la violence sexuelle fait partie des tactiques employées par certains groupes terroristes et *encouragent* l'adoption de mesures de poursuites, de réadaptation et de réintégration en réponse à cet aspect du terrorisme, en accordant une attention particulière aux droits et aux besoins des victimes ;

8. S'appuyant sur des relations séculaires d'amitié et de bon voisinage ainsi que sur l'histoire commune des pays d'Asie centrale, *décident* d'intensifier leur coopération et de prendre des mesures collectives et individuelles pour prévenir et combattre le terrorisme dans la région, conformément au droit international des droits de l'homme, au droit international humanitaire et au droit international des réfugiés ;

9. *Affirment* que le renforcement de la coopération multiforme entre les pays d'Asie centrale, sur la base de l'intérêt mutuel, sert les intérêts vitaux de la communauté des nations et constitue un facteur clé pour le maintien de la paix et de la sécurité et la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région, ainsi que pour obtenir une large reconnaissance internationale ;

10. *Saluent* l'action que mènent le système des Nations Unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, la Communauté d'États indépendants et l'Organisation de Shanghai pour la coopération pour renforcer la confiance mutuelle, la coopération et les capacités nationales en Asie centrale, notamment pour prévenir et combattre le terrorisme, et *soulignent* que le renforcement des partenariats inclusifs et multidimensionnels dans la région donnera considérablement plus de poids aux efforts menés par les pays d'Asie centrale pour prévenir et combattre efficacement et durablement le terrorisme ;

11. *Rappellent* que l'Asie centrale a été la première région à élaborer un plan d'action régional conjoint pour l'application intégrale de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et à s'engager à l'exécuter, et *notent* que l'Assemblée générale des Nations Unies encourage les pays et les régions à élaborer des plans de ce type en s'inspirant des évaluations du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité des Nations Unies, réalisées en son nom par sa Direction exécutive, ainsi que des dispositions applicables du droit international, notamment du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit international des

réfugiés, aux fins de la fourniture par l'ONU d'une assistance technique hiérarchisée et coordonnée ;

12. *Se déclarent* préoccupés par la menace que représentent le recrutement de terroristes, l'incitation au terrorisme et la radicalisation conduisant au terrorisme, notamment par la diffusion de discours haineux et la désinformation au moyen des technologies de l'information et des communications, *encouragent* l'échange d'expériences concrètes en matière de prévention de la radicalisation et du recrutement de terroristes et de lutte contre l'extrémisme violent conduisant au terrorisme et la diffusion d'idéologies terroristes, notamment pour ce qui est de contrer les discours utilisés par les groupes extrémistes violents et de multiplier les messages positifs, en proposant d'autres choix crédibles, auprès des publics qui sont vulnérables aux messages extrémistes, y compris, mais pas seulement, sur Internet, et *encouragent* à empêcher toute utilisation abusive des moyens informatiques et des moyens de communication, notamment Internet et les médias sociaux, à des fins terroristes, y compris l'incitation à des actes terroristes, notamment chez les jeunes et en particulier dans le contexte de l'après-COVID-19, tout en assurant les libertés fondamentales ;

13. *Se déclarent également* préoccupés par le recours à des formes novatrices de financement du terrorisme, le lien entre certaines formes de criminalité transnationale organisée et le terrorisme, l'utilisation des nouvelles technologies et des technologies émergentes à des fins terroristes, et *encouragent* au dialogue et à la coopération pratique en ce qui concerne la lutte contre le financement du terrorisme, le lien étroit entre la criminalité organisée et le terrorisme, l'action préventive et la lutte contre la traite des personnes, le trafic illicite d'armes légères et de petit calibre, la sécurité des frontières et la sûreté aérienne, la cybersécurité, les poursuites judiciaires, les mesures de réadaptation et de réintégration, la justice pénale et les victimes du terrorisme ;

14. *Soulignent* que les pays d'Asie centrale doivent s'employer sans relâche et par tous les moyens à prévenir le terrorisme et à en éliminer les facteurs de propagation, en s'appuyant sur les contributions de la société, dans tous les secteurs et à tous les niveaux, y compris la société civile, les jeunes, les femmes et les responsables religieux, culturels et éducatifs ;

15. *S'engagent* à renforcer le dialogue et la coopération au niveau régional pour traiter les problèmes et les priorités relevant de préoccupations communes compte tenu des menaces nouvelles et émergentes, en développant la coopération internationale, régionale, bilatérale et locale en tant qu'élément fondamental de la consolidation des efforts de prévention et de lutte contre le terrorisme et en utilisant et en renforçant le cadre du Plan d'action conjoint aux fins d'une application efficace et équilibrée de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie centrale ;

16. *Soulignent* qu'il était important et opportun que cette conférence internationale se tienne en 2022 à Tachkent pour améliorer la compréhension mutuelle et développer une approche commune de l'action préventive et de la lutte contre le terrorisme, et *remercient* le Gouvernement ouzbek d'avoir pris l'initiative d'organiser la réunion et pour son accueil.